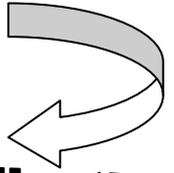


l'unité c'est l'efficacité !

le 13 juin



poursuivons et amplifions la mobilisation!

- Au moment où la politique gouvernementale est de plus en plus contestée par l'ensemble de la population,
- Alors que les salariés approuvent à plus de 80% les exigences portées par les organisations syndicales,
- Alors que depuis plus de 6 mois le mouvement social exprime avec force sa volonté d'une prise en compte de ses revendications porteuses de progrès social,
- Alors que les salariés du secteur privé sont très impactés par du chômage partiel, des licenciements individuels, des plans importants de réductions d'activités, de licenciements économiques, des atteintes aux libertés et aux dignités, de délocalisation....etc,
- Alors que dans les services publics les salariés tous statuts confondus sont mis à mal par, les réductions d'effectifs et les attaques portées aux missions, la mise en œuvre de la RGPP,
- Alors que tous les salariés, les privés d'emploi, les retraités sont en recherche de solution concernant leur rémunération, leur pouvoir d'achat,

TROP, C'EST TROP

Le monde du travail continue à vouloir être entendu et montre sa détermination dans l'ensemble des initiatives qui se poursuivent à l'appel des organisations syndicales.

Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, la mobilisation est toujours au rendez-vous. C'est dans cet état d'esprit que nous nous inscrivons dans la journée nationale d'actions et de manifestations du 13 juin.

La CGT reste fermement déterminée à faire valoir les légitimes revendications des salariés, privés d'emploi et retraités. Elle propose de faire un grand rendez-vous de luttes et d'exigences revendicatives avec, au cœur, la pétition nationale qu'elle vient de décliner en 10 points issus de la plate-forme revendicative des 8 organisations syndicales du 5 janvier 2009.

**ENSEMBLE, UNIS, DÉTERMINÉS,
A L'APPEL de CGT, CFDT, FO, FSU UNSA, SOLIDAIRES
RASSEMBLONS NOUS
POUR NOS REVENDICATIONS et NOS LIBERTÉS SYNDICALES !
GUÉRET – 10 h 00 devant la Préfecture**

Sans attendre, la CGT, CFDT, CFTC, FSU, UNSA, Solidaires, vous invitent à signer massivement la pétition pour exiger que nos revendications soient satisfaites.

**« LA CRISE C'EST EUX,
LA SOLUTION C'EST NOUS !**

- revaloriser le Smic, les minima sociaux, les pensions et les retraites, conditionner toute aide publique, tout allègement de cotisations sociales à des contreparties mesurables en matière d'emploi, de qualification et de rémunération,
- mettre en œuvre un plan ambitieux en faveur de l'emploi et de la qualification des jeunes,
- prolonger l'indemnisation des demandeurs d'emploi en fin de droit. Donner à Pôle-Emploi les moyens nécessaire à l'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emplois,
- supprimer la défiscalisation des heures supplémentaires et le bouclier fiscal, mettre à contribution les stock-options au titre de la solidarité, consacrer ces ressources nouvelles au financement des mesures sociales,
- renoncer dans les fonctions publiques aux suppressions d'emplois prévues pour 2009 et 2010, s'engager à résorber la précarité et tenir ses engagements en matière de négociations salariales. Ce sont des conditions pour des services publics de qualité qui répondent aux besoins de la population.

Le patronat doit, enfin, assumer ses responsabilités et engager des négociations sur :

- les politiques de salaires, les politiques industrielles, l'évolution de l'emploi au niveau des branches professionnelles, les rapports donneurs d'ordre - sous-traitants, pour maintenir et développer l'emploi et résorber la précarité,
- un accès facilité pour tous au chômage partiel, l'amélioration de la durée et du niveau de son indemnisation, associés à des formations qualifiantes,
- la répartition et la redistribution des richesses produites dans les entreprises, l'amélioration des salaires et la réduction des inégalités, notamment entre les femmes et les hommes, la reconnaissance des qualifications, l'utilisation des aides publiques au bénéfice de l'emploi,
- les mesures favorables à l'emploi des jeunes permettant leur insertion sociale et professionnelle durable,
- le respect et l'amélioration des droits syndicaux et des institutions représentatives du personnel.